

DEPARTEMENT

REPUBLIQUE FRANCAISE

DE LA

Charente-Inférieure

ARRONDISSEMENT

de ROCHEFORT

CANTON

de ROYAN

Commune de ROYAN

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 23 JUILLET 1947 193.

OBJET :

POLICE
Personnel auxiliaire
pour la saison

L'an mil neuf cent quatre-vingt trois mois de juillet
le Conseil Municipal de ROYAN s'est assemblé
au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. REGAVERNI, Ch. MAIE

ordinaire
en session d'après convocations faites le 1^{er} juillet 1947

extraordinaire

Etaient présents : MM. KERAVRI Charles, DASSEUX, JULIEN, Mme
PAULIN, Melle RIVET, M. BAUDET, LAUDAUD, CHAZLAUD,
BOUCHET, COCHET, DOUILLER, GUILLET, GUILLEMIN, INGRÉ

DATE

de l'affichage, à la porte
de la mairie, du compte
rendu de la séance :

Absents : MM.

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été, conformément à l'article 53 de la loi du 5 avril 1884, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. COMBRE ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

M. le Président a ouvert la séance et a

M. le Maire donna communication d'une lettre de M. le Directeur des Services de Police du Département.

Le CONSEIL ESTIME :

1^e - qu'il est nécessaire de renforcer l'effectif de la Police pendant la saison en raison de l'augmentation de la population et de la circulation.

2^e - que l'organisation et les frais de cette opération devraient être pris en charge par l'Etat, puisque la Police de ROYAN est une police d'Etat.

3^e - qu'en cas où M. le Maire ne pourrait faire prouver ce point de vue pourtant légitime, les frais entraînés par le recrutement d'auxiliaires de police seraient limités à 75.000 francs. Les auxiliaires seront nommés par M. le Maire, sur proposition de M. le Commissaire et payés sur le crédit réservé au maître des employés auxiliaires.

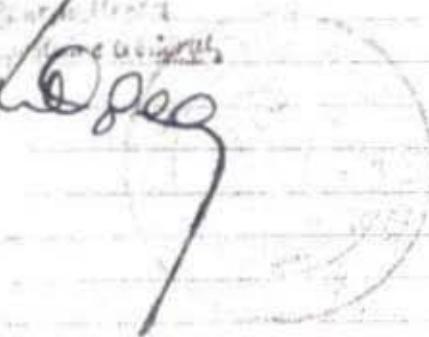
Sur l'intervention de M. le Dr. BAUDET, une réglementation de la circulation : stationnement sens unique, etc... est envisagée.

Le Commissaire sera consulté.

Vu. La Rochelle, - 8 AOUT 1947

Pour avis
Le Commissaire

M. Dugay



Fait et délibéré à ~~La Rochelle~~
les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre : MM. ~~les membres présents à la séance~~

Si le vote a eu lieu au scrutin public, établir à la suite la désignation de leur vote. (Art. 51 de la loi du 5 avril 1884).

N'ont pas signé : MM.

Mentionner à la suite la cause qui les a empêché de signer (Art. 57 de la loi municipale).

Pour extrait conforme :

Le Maire,

m. rochereau